

Pas encore enseignants mais déjà en colère

La chute du nombre de postes ouverts aux concours mobilise les étudiants.

C'est Paloma, 19 ans, étudiante en espagnol et anglais à Poitiers, qui craint que l'éducation n'aille «dans le mur» et que le gouvernement ne veuille «tuer le social, la culture». C'est Julie, 25 ans, étudiante à l'IUFM de Rennes, qui revient d'une manif, hier, devant la mairie, où les banderoles annonçaient «futurs profs en colère» ou «40 élèves par classe, échec scolaire en masse». C'est Laurence, 25 ans également, doctorante en sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) à Toulouse, qui se demande si l'Education nationale «ne veut pas rayer le sport des programmes» à force de diminuer les recrutements d'enseignants.

Convergences. Annoncée à la veille des vacances de février, la diminution drastique du nombre de postes ouverts aux concours d'enseignement est en train de réveiller la colère étudiante. Résultat : université barricadée à Poitiers, UFR Staps bloquée à Toulouse-3, IUFM de Rennes en ébullition... Pas encore un mouvement, mais tous rêvent déjà d'une extension de la lutte, par exemple à l'occasion de la grève nationale du 12 mars dans l'Education.

De fait, les revendications des syndicats enseignants et des étudiants convergent, notamment dans le secondaire. D'abord, un budget 2004 qui supprime 2 300 postes d'enseignants et de professeurs stagiaires sans compter 2 000 suppressions liées au «plan de retour à l'équilibre budgétaire» et imposées par Bercy à l'Education nationale : cette dernière «surconsomme» environ 4 000 postes en sus de son budget.

Ensuite il y a une baisse de 30 % en moyenne du nombre de postes ouverts aux concours (pour les enseignants qui arriveront devant les élèves à la rentrée 2005). Les Staps sont particulièrement touchées : - 42 %. Mais personne n'y échappe. Au total, 12 500 postes sont ouverts, ce qui équivaut à 11 000 recrutements au final ; un rapport des inspections générales de l'Education et des Finances estimant que de 10 à 15 % des reçus ne se retrouvent pas devant les élèves. Or 16 000 enseignants partent à la retraite.

«L'Education nationale justifie cette diminution des recrutements par une baisse du nombre d'élèves dans les collèges et les lycées, explique Julie. Mais elle est dérisoire. On aurait pu en profiter pour améliorer l'encadrement car on nous demande de plus en plus : lutter contre la violence, intégrer les enfants handicapés...» L'analyse rejoint celle de certains cadres du ministère qui, face à une démographie et des départs en retraite en dents de scie, envisageaient de «lisser» les variations sur plusieurs années plutôt que de procéder par à-coups.

Le scénario retenu est inverse : des suppressions annoncées en catimini, aucune explication autre que démographique. Or elles semblent exister : «Nous avons trop d'enseignants dans certaines disciplines, pas assez dans d'autres, explique-t-on au ministère. Il n'est pas sain, budgétairement, mais aussi humainement, de recruter des gens pour les laisser chez eux.»

Inaudibles. Mais ces suppressions de poste ne sont pas portées politiquement. Alors, faute d'interlocuteur, les étudiants craignent d'être inaudibles. «C'est pour ça qu'on fait parfois des manif silencieuses, pour frapper les esprits, précise Nicolas, de Poitiers. Quand on parle, on ne nous écoute pas. Alors on se tait. On débranche même les portables.» L'affaire est sérieuse.

Par Emmanuel DAVIDENKOFF